



HAL
open science

Des temps ordinaires peu ordinaires : les conséquences électorales de la défiance des Français envers l'État lors des Européennes de 2014

Adrien Degeorges

► **To cite this version:**

Adrien Degeorges. Des temps ordinaires peu ordinaires : les conséquences électorales de la défiance des Français envers l'État lors des Européennes de 2014. 12ème Congrès de l'AFSP, Jul 2013, Sciences Po, Paris, France. hal-02297125

HAL Id: hal-02297125

<https://sciencespo.hal.science/hal-02297125>

Submitted on 25 Sep 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Congrès AFSP – Aix-en-Provence, 22-24 juin 2015

ST2 Politique des temps ordinaires et politique des temps électoraux

Adrien Degeorges, Sciences Po (Centre d'études européennes)

adrien.degeorges@sciencespo.fr

« Des temps ordinaires peu ordinaires : les conséquences électorales de la défiance des Français envers l'Etat lors des Européennes de 2014 »

Abstract

Si nous savons que le parti de la majorité au pouvoir tend souvent à voir ses scores reculer lors des scrutins intermédiaires, les mécanismes qui expliquent de telles défaites au niveau individuel ne sont pas toujours clairement définis. Rapport au politique original et distinct du sentiment de compétence, la défiance envers l'Etat semble paradoxalement avoir été une source de mobilisation pour certains profils d'électeurs lors des Européennes de 2014, et a ainsi pu expliquer selon nous le sort électoral du Parti socialiste et la victoire du Front national. Enfin, en accord avec de précédents résultats sur le scrutin de 2012, la défiance envers l'Etat semble modérer le lien qui existe entre différents types d'attitudes (demande d'Etat, demande d'autorité, rapport à l'Europe) et le vote, constituant une variable intermédiaire clé qui conditionne selon nous le plus fortement le vote socialiste et le vote Front national. Nos résultats démontrent que la compétition PS/FN auprès de l'électorat populaire, trop souvent interprétée du point de vue de la demande d'autorité, ne se fait (1) plus aussi fortement sur l'idée de savoir si « l'Etat doit » (intervenir ou dépenser plus) mais plutôt (2) sur la question de savoir si aujourd'hui « l'Etat peut » (autrement dit, la confiance), une dimension du rapport au politique souvent occultée dans la littérature au profit de la compétence. Dans l'articulation national/européen la défiance envers l'Etat constitue une dimension du rapport au politique qui selon nous redessine de nouveaux modes de mise en responsabilité du parti au pouvoir lors des scrutins intermédiaires, l'obligeant à être plus réactif à des préférences souvent ignorées.

De nombreuses études s'accordent pour considérer que les difficultés économiques et les nombreux scandales qui ont touché des personnalités du gouvernement depuis l'élection de François Hollande ont altéré la confiance des électeurs dans les hommes et femmes politiques ainsi que dans les institutions (Cevipof 2015). Ainsi, si au lendemain de l'élection de F. Hollande à la présidence de la République, 60% des Français considéraient qu'on pouvait faire confiance à l'Etat d'une manière générale pour régler les problèmes importants que connaît notre pays, ils ne sont plus que 29% (-31pts) à penser la même chose deux ans plus tard au moment de faire leur choix pour les élections européennes. Dans la même veine, s'ils n'étaient déjà qu'à peine 24% en 2012 à être en désaccords avec l'idée que l'Etat gaspille systématiquement l'argent du contribuable, ils ne sont plus que 17% (-7pts) en 2014 à avoir confiance dans la capacité de l'Etat à bien gérer les deniers publics.

Or, si de nombreux travaux ont cherché à décrire ou à comprendre les origines d'une telle défiance, rares sont ceux à s'être penchés sur les conséquences (électorales) de celle-ci.

Peu d'études sur le cas français se sont notamment attachées à (1) définir et à resituer plus clairement la défiance politique parmi les autres dimensions du rapport au politique (telle que la compétence par exemple) et (2) à tester empiriquement son rôle direct ou indirect sur (a) la participation et (b) sur le choix de vote des Français.

Bien que la confiance soit considérée comme une mesure parmi d'autres du soutien politique (Easton 1975), la plupart des travaux n'ont paradoxalement pas permis de démontrer son influence systématique et directe sur la participation politique (Rosenstone et Hansen 1993 ; Citrin 1974).

Ce résultat, à première vue contre-intuitif, peut selon nous masquer un mécanisme plus complexe où la défiance favoriserait la participation pour certains là où elle la découragerait pour d'autres. Loin d'être une variable totalement exogène au politique c'est à dire uniquement ancrée dans la sociologie de l'individu et venant contraindre de manière systématique son rapport au politique (Balme, Marie et Rozenberg 2003), elle serait un rapport sans cesse renouvelé des citoyens au politique en fonction de leur expérience et des stimuli rencontrés autour d'eux.

A travers l'enquête DYNAMOB sur les élections européennes, ce papier vise à démontrer comment la défiance, à l'inverse d'attributs plus figés du rapport au politique telle que la compétence, constitue une expression renouvelée du mécontentement qui rend certains profils d'électeurs (mécontents de gauche, mécontents de droite) plus ou moins enclins à participer et à sanctionner ou non le parti au pouvoir.

Ce papier propose ainsi une théorie des effets de la défiance sur la participation et le vote lors des scrutins intermédiaires qui dépend plus particulièrement (a) du positionnement des individus sur différents types d'enjeux traditionnellement liés au vote (demande sociale, demande d'autorité, rapport à l'Europe), et (b) du parti au pouvoir.

Rapport au politique, rapport au pouvoir, et confiance

Les idées de « crise de la démocratie » ou de « déficit démocratique » sont des catégories « tarte à la crème » qui animent la science politique moderne et donnent lieu à de nombreux désaccords (1) sur les concepts, (2) sur la manière qu'on a de les mesurer, et sans nulle surprise (3) sur les solutions à apporter aux problèmes qui mineraient notre démocratie.

La littérature s'accorde pour autant sur une chose : victoire des institutions ou d'une culture politique ancrée, les citoyens croient dans l'importance de vivre dans un Etat démocratique. Néanmoins, la nature du mécontentement politique actuel et ses conséquences sur le fonctionnement de la démocratie demeurent une énigme.

Au-delà du sentiment (socialement hérité) d'incompétence des citoyens, tantôt décrits comme apathiques, tantôt hostiles par nature aux élites, la perception que le système d'équité a été modifié sans que cela soit passé par la décision politique (Fitoussi 2004) constitue peut-être le noyau d'un mécontentement politique qui peut s'avérer lourd de conséquences pour le système démocratique. Ce sentiment que le pouvoir de décision s'est dissous du fait de la soumission de l'Etat à des forces non démocratiques a sans nul doute transformé le rapport des citoyens au politique sans que nous sachions toujours le mesurer.

Phénomène déjà considéré comme temporaire à la faveur de la crise des années 1970, la récente montée de la défiance envers l'Etat a fini par affecter en retour le jugement systématique des citoyens sur leurs élus en particulier, mais aussi sur les institutions (le Parlement, les partis) et semble également affecter l'adhésion aux valeurs démocratiques et principes de l'Etat de droit.

Dans ce propos, nous considérons que c'est le puissant fleuve de la confiance dans l'Etat (souverain, indépendant, et garant de l'intérêt du plus grand nombre) qui *in fine* a débordé sur la perception des citoyens de leurs élus (nul hasard de fait si les alternances sont devenues des épiphanies de plus en plus succinctes) et plus singulièrement encore sur leur croyance dans le principe démocratique et égalitaire.

Comprendre les ressorts sociologiques du sentiment d'aliénation demeure toujours un projet d'étude intéressant car les ressources étant inégalement redistribuées, il existe de fait une translation des inégalités sociales vers le monde politique (Verba et al. 1995).

Néanmoins, étudier le politique c'est aussi se questionner sur la *nature du pouvoir* qui est mis au service de certains buts collectifs (Gamson 1968). Dans ce cadre, étudier le politique, c'est s'intéresser à la capacité du système à atteindre certains objectifs sociétaux tout en évitant certains coûts sociaux indésirables (Gamson 1968 :11). S'intéresser au rapport des citoyens à la politique, c'est par conséquent s'intéresser aux jugements des citoyens sur la répartition du pouvoir, mais c'est également approcher leur évaluation de l'action et de la capacité du pouvoir à produire des résultats en accord avec leurs attentes normatives. C'est-à-dire leur confiance politique.

En d'autres termes, il s'agit de décliner les opinions qui répondent d'une même attitude qui a trait à la perception des citoyens que le système dans son ensemble est pourvu (ou dépourvu) du pouvoir de décider et d'atteindre les buts sociaux et sociétaux que la politique est censée organiser et que les citoyens attendent d'elle.

Autrement dit, pour suivre la logique de Gamson, le politiste peut s'intéresser à la répartition des richesses et en parallèle à la place que le citoyen se donne (se sent-il compétent ?) dans la lutte politique pour décider de « qui doit obtenir quoi ». Mais il doit également chercher à analyser les réalités de ce qu'il reste du pouvoir aux yeux des citoyens, c'est-à-dire analyser

leurs jugements sur la capacité du système lui-même à produire du bien-être. En bref, est-ce qu'il a confiance.

La défiance, une dimension (parmi d'autres) de l'aliénation politique

La confiance politique – cette perception que l'Etat ou ses agents demeurent des acteurs légitimes et efficaces du changement social – constitue pour la littérature une dimension singulière du rapport des citoyens au politique dont les effets sur les comportements restent ambivalents.

Définie comme une évaluation des citoyens de l'activité du gouvernement et de sa capacité à produire des résultats justes ou équitables en accord avec leurs attentes normatives (Gamson 1968 ; Stokes 1962), la confiance politique consiste traditionnellement en une croyance des citoyens que leur forme de gouvernement est la meilleure (*regime-based trust*), et plus spécifiquement que l'Etat ou le gouvernement fonctionne (*incumbent-based trust*) et que ses représentants sont capables de produire des *outputs* en accord avec leurs attentes normatives (Miller 1974a :952).

Elle est traditionnellement mesurée en demandant aux citoyens dans quelle mesure ils considèrent que leur Etat ou leur gouvernement demeure légitime et efficace pour affronter les problèmes les plus importants que connaît le pays, c'est-à-dire s'il est selon eux géré dans l'intérêt du plus grand nombre, qu'il régit correctement l'argent public et qu'il reste indépendant de forces jugées comme non démocratiques (intérêts privés, etc.).

Pour Gamson, avoir confiance c'est s'attendre à des résultats de politiques ou à des services (publics) qui répondent à terme à ses préférences *sans qu'il soit nécessaire pour les citoyens de surveiller l'action des élus* (Gamson 1968 :54). On parle ici quelque part d'une confiance en dehors de la logique de responsabilité/réactivité.

Or, cette définition est importante car elle aide plus particulièrement à distinguer conceptuellement la confiance politique du sentiment de compétence des individus (*political efficacy*), chacun ayant des origines et des conséquences différentes sur le comportement.

La compétence politique correspond dans sa version subjective (*internal efficacy*) au sentiment qu'ont les citoyens d'être aptes à comprendre le monde politique et à agir sur lui. La compétence objective (*external efficacy*), elle, correspond à une croyance que le système politique est d'une manière générale réactif à ce que pensent les citoyens ordinaires (Campbell, Gurin et Miller 1954 ; Lane 1959 ; Niemi, Craig & Mattei 1991).

Bien sûr, il va de soi qu'avoir confiance dans l'Etat et ses dirigeants pour faire ce qu'il faut la plupart du temps sera toujours quelque peu corrélé avec la perception que le système politique dans son ensemble est par nature réactif à ce que les citoyens ordinaires veulent. Mais les deux dimensions restent théoriquement et empiriquement distinctes. Je peux faire confiance à l'Etat en général pour faire ce qu'il faut sans que cela n'implique un jugement de la part des citoyens ordinaires de leur capacité à influencer le système.

Le sentiment que l'on est compétent pour saisir les enjeux politiques et pour influencer le système et que celui-ci est réactif aux « gens comme moi », constitue une attitude qui s'acquiert assez tôt dans le temps biographique des individus (Gaxie 1978 ; Percheron 1993 ; Lane 1962), et qui continue à influencer la participation tout au long de la vie. Ainsi, la littérature semble unanimement relier la compétence au diplôme et à l'intérêt pour la politique, un attribut également stable dans le temps (cf. Prior 2010 pour une étude dynamique de 11 panels¹ de citoyens provenant de 4 pays différents et qui ont parfois été suivis sur plus de 40 années).

Or, si la compétence semble prendre sa source dans la structure sociale et ainsi dépendre fortement des caractéristiques sociodémographiques voire psychoaffective des citoyens, ce n'est pas le cas de la confiance politique qui elle est une attitude d'évaluation du politique qui trouve son origine dans l'expérience des individus, la rendant ainsi moins figée, plus sensible au contexte politique, mais non moins puissante.

¹ La méthode d'analyse des données utilisée et le type de données ont notamment permis à l'auteur de corriger l'effet des « erreurs de mesure » systématiques qui pouvaient laisser l'impression qu'il s'agissait d'une évolution.

Les conséquences électorales de la défiance envers l'Etat

La défiance des citoyens envers la politique, ses élites ou ses institutions continue d'alimenter les débats académiques quant à la signification et aux conséquences d'un tel rejet pour le système démocratique dans son ensemble. Simple cynisme rituel relié au contexte économique et à la popularité des élites en place pour les uns (Citrin 1974), grave danger pour la démocratie et source de violence et de blocages durables pour les autres (Miller 1974), la défiance politique des citoyens constitue un objet d'étude foisonnant qui oblige à questionner de nombreux pans de la théorie démocratique et de la réalité empirique des principes qui lui semblent si chers. Or, dans quelle mesure peut-on dire que la défiance des citoyens reflète vraiment une fragilisation du système démocratique ou du lien représentatif ?

La littérature est ambivalente sur le sujet et deux grands courants s'affrontent ou se sont affrontés – car la littérature récente est plus unanime sur le sujet. Pour le premier courant, la défiance constituerait un danger pour le système démocratique tout entier dans la mesure où celui-ci aurait par nature besoin de la confiance de ses citoyens – dans ses principes procéduraux, ses institutions ou ses agents – pour pouvoir fonctionner (Easton 1965).

La confiance serait nécessaire pour que les décisions de l'Etat fassent autorité auprès des citoyens, empêchant ainsi les individus d'observer des comportements visant à contester ou contourner la loi (Tyler 2006 ; Scholz & Lubell 1998a,b). Par ailleurs, la confiance serait une condition essentielle rendant les citoyens mieux enclins à accepter les décisions publiques comme légitimes, même lorsqu'elles vont à l'encontre de leurs intérêts propres ; pourvu qu'ils fassent confiance à l'Etat et ses agents pour agir avec probité et pour le seul bien commun (Rudolph & Evans 2005). La défiance rendrait par conséquent le conflit politique plus difficile à gérer pour le pouvoir étatique qui, privé des marges de manœuvre nécessaires, risquerait en retour de produire des *outputs* et des résultats encore plus frustrants pour les citoyens, alimentant ainsi un cercle sans fin de défiance et d'inefficacité.

En outre, si la confiance semble nécessaire pour rendre les décisions politiques plus légitimes, elle permet également aux citoyens de mieux contrôler l'action des gouvernants en les rendant plus responsables de leur action, et en accroissant potentiellement la participation politique de tous (Almond & Verba 1963 ; Finifter 1970 ; Stokes 1962).

Or, la plupart des études s'accordent pour dire que la confiance n'est plus une condition de la participation active des citoyens. D'autres courants ont en effet démontré que la défiance, une fois les autres caractéristiques des individus prises en compte, n'était pas reliée à un quelconque désengagement politique ou désintérêt pour les campagnes électorales (Rosenstone & Hansen 1993:150). La défiance pourrait même favoriser une meilleure mise en responsabilité des élites par les citoyens en encourageant la participation à condition que les individus se sentent compétents (Gamson 1975).

De fait, la défiance constituerait potentiellement un attribut essentiel du « citoyen critique » (*critical citizen*) ou du « citoyen affirmé » (*assertive citizen*) en démocratie (Dalton et Welzel 2014 ; Norris 1999) dans la mesure où elle reflèterait un mécontentement des citoyens sur les politiques produites et l'offre politique (Miller 1974a) et servirait *in fine* de raccourci cognitif aux individus pour évaluer les sortants à partir de leur expérience cumulée (cf. Hetherington 1999 pour le cas des Présidentielles américaines). Ces résultats signifieraient une meilleure capacité des citoyens à attribuer la responsabilité des politiques mises en œuvre aux élites en place, en somme à faire le distinguo entre leur nécessaire allégeance au système démocratique d'une part, et une demande toujours plus critique de l'autre.

Le puzzle des élections intermédiaires : du macro au micro

Comparées aux élections « de premier rang » qui visent à désigner une majorité parlementaire et/ou à choisir le parti qui contrôlera l'Exécutif national, les élections intermédiaires ou « élections de second rang » – qu'elles soient locales ou « nationales » telles que les Européennes – ont pour particularité de (1) moins mobiliser les électeurs, et (2) de pénaliser les grands partis de gouvernement, et notamment celui au pouvoir, au profit d'autres partis, souvent plus petits et plus radicaux (Reif & Schmitt 1980, Reif 1984 ; Van der Eijk et Franklin 1996).

Les scrutins intermédiaires de 2014 et 2015 n'ont pas dérogé à la règle et ont vu le Front National réaliser parmi ses plus grosses performances électorales (pour ce type d'élections) en totalisant près du quart des votants lors des Européennes de 2014 et des Départementales de 2015. Avec près de 5 millions de voix lors de ces dernières élections (c'est-à-dire autant

que J.-M. Le Pen lors du deuxième tour des Présidentielles de 2002), le FN profite sans nul doute d'une démobilisation de l'électorat de gauche et du climat de défiance qui s'est installé depuis l'élection de François Hollande en 2012 (Cevipof 2015).

Néanmoins, si ces résultats confirment les tendances habituelles pour ce type d'élections au niveau agrégé, les mécanismes qui *au niveau individuel* expliquent la participation différentielle de certains profils d'électeurs ainsi que leur choix de vote, peuvent s'avérer difficiles à cerner².

Or, le cas des Européennes de 2014 est pour nous particulièrement intéressant afin de tester l'hypothèse d'un effet ambivalent de la défiance sur la participation et le vote. En effet, traditionnellement la littérature s'accorde pour considérer que les facteurs explicatifs de la participation (compétence ou intérêt pour la politique, chacun étant relié au diplôme) et du vote (habitude de vote, identités politiques ou idéologiques, positionnement sur certains enjeux) demeurent à peu près identiques lors des scrutins intermédiaires, comparés aux scrutins de premier ordre. Or, quelle explication donner aux défaites électorales systématiques du parti au pouvoir lors de ces scrutins ou au succès des partis plus radicaux comme le FN, si les facteurs prédisant le comportement des individus restent les mêmes comparés aux élections de premier ordre ?

Puisque nous savons que les enjeux nationaux continuent à être déterminants pour prédire le vote lors des scrutins intermédiaires, il nous semble ici que la défiance des citoyens envers l'Etat (national), perçu comme inefficace et gaspilleur, constitue potentiellement – et bien plus encore lors des scrutins intermédiaires – un suspect idéal dans l'explication de l'abstention, du « vote sanction » contre le parti au pouvoir ou contre les grands partis de gouvernement en général.

Ces élections européennes de 2014 sont un cas d'autant plus intéressant du rôle ambivalent que joue la défiance, dans la mesure où l'abstention a été forte (58%) mais où le FN semble pourtant avoir fait le plein de voix, alors même que les catégories sociales qui en principe

² De la même façon, le rôle de l'économie (croissance économique, chômage) dans l'année qui précède le vote sur les résultats électoraux au niveau agrégé ne se retrouve pas systématiquement au niveau du vote des individus (le vote de « porte-monnaie » demeure un facteur explicatif relativement pauvre comparé aux valeurs politiques et aux identités partisanes).

votent pour lui ont d'habitude tendance à moins se déplacer lors de ce type de scrutin. Il est possible que certaines dimensions de l'aliénation politique soient en réalité source de mobilisation et d'un certain choix de vote pour certains électeurs, ce qui contredirait une partie de la littérature sur le sujet qui voit dans la défiance une source du désengagement des citoyens au moins des formes conventionnelles de participation (Almond & Verba 1963, Finifter 1970).

A partir de la vague 6 de l'enquête DYNAMOB sur les élections européennes, l'analyse montre que la débâcle du PS et la victoire du FN s'expliquent par le fait que la défiance a encouragé la participation des électeurs les plus ethno-autoritaires (sur l'immigration, l'islam, la peine de mort) alors que les eurosceptiques ont eu tendance à un peu plus s'abstenir. A l'inverse, la défiance semble avoir quelque peu poussé vers l'abstention les profils les plus à gauche sur les enjeux culturels ainsi que les plus europhiles qui n'ont plus confiance en l'Etat, ce qui a clairement désavantagé la gauche de gouvernement.

De plus, l'analyse démontre que la défiance ne semble pas seulement exacerber la participation de ceux qui naturellement s'approcheraient des thèses de l'extrême droite ; elle conditionne également le passage d'une attitude ethno-autoritaire à un vote FN, notamment lorsque la demande de protection sociale des individus reste élevée. Ce résultat, qui pénalise encore plus le Parti socialiste, s'observait déjà en 2012 (Degeorges 2014). A l'époque, F. Hollande avait été capable de faire venir à lui de nombreux électeurs autoritaires qui croyaient dans la capacité de l'Etat à agir efficacement pour résoudre les problèmes les plus pressants du pays. En perdant cette confiance, ces électeurs autrefois acquis ont sans nul doute perdu confiance dans la gauche pour gouverner et ont préféré s'abstenir.

Enfin, une classification suite à l'analyse des correspondances multiples (ACM) entre les réponses des individus à une vingtaine de questions liées aux trois dimensions d'enjeux principales (demande sociale, demande d'autorité, rapport à l'Europe) fait ressortir une typologie de 5 profils d'électeurs (gauche populaire, gauche socialiste, droite libérale, droite dure, défiants populaires). L'analyse révèle qu'une partie des classes populaires ayant voté Hollande en 2012 (parfois dès le premier tour) s'est en effet abstenue lors du scrutin européen de 2014 du fait de sa défiance envers l'Etat alors qu'une partie de la droite dure

(plus libérale et anti-immigrée) s'est quant à elle mieux mobilisée à niveau de défiance pourtant identique.

Nos résultats démontrent que la compétition PS/FN auprès de l'électorat populaire, trop souvent interprétée du point de vue de la demande d'autorité, ne se fait (1) plus aussi fortement sur l'idée de savoir si « l'Etat doit » (intervenir ou dépenser plus) mais plutôt (2) sur la question de savoir si aujourd'hui « l'Etat peut » (autrement dit, la confiance), une dimension du rapport au politique souvent occultée dans la littérature au profit de la compétence. Dans l'articulation national/européen la défiance envers l'Etat constitue une dimension du rapport au politique qui selon nous redessine de nouveaux modes de mise en responsabilité du parti au pouvoir lors des scrutins intermédiaires l'obligeant à être réactif à des préférences souvent ignorées lors des tentatives de mise en œuvre intégrale de la plateforme électorale sur laquelle il pense avoir été élu.

Hypothèses de recherche

H1 : Pour expliquer au niveau des comportements individuels les résultats du scrutin des Européennes de 2014, ce papier avance une théorie qui fait de la défiance une source de mobilisation parmi les électeurs théoriquement les plus opposés à l'orientation des politiques produites par la majorité au pouvoir (c'est à dire les individus les plus libéraux économiquement, les plus autoritaires, et les plus eurosceptiques) ; à l'inverse, la défiance devrait être une source de démobilisation pour ceux qui à l'autre extrême considèrent que le gouvernement n'est pas allé assez loin (individus les plus interventionnistes concernant l'économie, les plus libéraux culturellement et les plus europhiles). Cet effet différencié de la défiance sur la participation à différents niveaux d'attitude est testé une fois qu'on a pris en compte (1) l'effet simultané de la compétence, (2) de l'intérêt pour la politique et (3) de la popularité de l'exécutif.

H2 : Enfin, si de nombreuses études considèrent que la compétition politique se joue sur deux (ou trois) dimensions d'enjeux (demande d'Etat, demande d'autorité, et éventuellement rapport à l'Europe) (Tiberj 2012), ce propos vise à repréciser le rôle clé joué par la

confiance/défiance dans l'Etat comme variable intermédiaire permettant le passage d'une attitude sur chacune de ces dimensions (sur le social, l'ordre/l'autorité, ou l'Europe) à un vote.

Données : Les données mobilisées sont les données de la vague 6 DYNAMOB (N=814) pour les Européennes de 2014 (vagues pré et postélectorale) ; ces vagues ont été fusionnées avec la vague précédente réalisée lors des élections municipales et qui a permis de mesurer deux items spécifiques sur la confiance politique du panel interrogé³ (N=608).

Variables dépendantes : (1) La participation (déclarée) au scrutin des Européennes de 2014 ; (2) le vote (déclaré) pour une liste lors du scrutin.

Dimension #1 : Demande sociale / Intervention de l'Etat

[ECO1FONC] Il faudrait réduire le nombre de fonctionnaires

[ECO6PRIO] : Pensez-vous qu'il faut accorder la priorité dans les prochaines années... ?

1. À la compétitivité de l'économie française
2. À l'amélioration de la situation des salariés

[ECO5ROLE] : Pour faire face aux difficultés économiques, pensez-vous qu'il faut...

1. Que l'État fasse confiance aux entreprises et leur donne plus de liberté
2. Ou, au contraire, que l'État les contrôle et les réglemente plus étroitement

[ECO2CHOM] Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment

[ECO4ROB] Pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres

[ECO3GLO] Les conséquences économiques de la mondialisation sont extrêmement négatives pour la France

³ Les deux items ont été ajoutés à la vague pré-électorale de l'enquête des Municipales dont le terrain a dû malheureusement être raccourci (d'où un N plus réduit).

Dimension #3 : Scepticisme vis-à-vis de l'Europe

[RESPUE]

Selon vous, dans quelle mesure les institutions suivantes sont-elles responsables de la situation économique actuelle de la France ?

1. L'Union européenne

[UE1PVOIR]

Il faut renforcer les pouvoirs de décision de l'Europe, même si cela doit conduire à réduire la souveraineté de la France

[UE8SOLIDA]

En temps de crise, la France devrait apporter une aide financière à un autre État membre de l'Union européenne qui fait face à de graves difficultés économiques et financières

[UE3BENEF]

1. La France a bénéficié de son appartenance à l'Union européenne
2. La France n'a pas bénéficié de son appartenance à l'Union européenne

Certaines personnes peuvent avoir des craintes concernant la construction européenne. Pour chacune des propositions suivantes, dites moi si vous en avez personnellement peur ou non ?

1. Cela me fait peur
2. Cela ne me fait pas peur

[PEURUE1PRIX] Que la France paie pour les autres pays

[PEURUE2WELF] Qu'il y ait moins de protection sociale en France

Variables indépendantes :

❖ **Index Confiance politique (0-4)⁴ :**

[CONFETAT]

D'une manière générale, on peut faire confiance à l'Etat pour régler les problèmes importants que connaît notre pays

[GASPETAT]

D'une manière générale, l'Etat gaspille l'argent du contribuable

❖ **Variables politiques :** identification idéologique, i.e. positionnement gauche/droite (0-10), niveau de demande sociale (intervention de l'Etat, contrôle des entreprises,

⁴ L'échelle construite l'est à partir du score des individus pour chacune des deux questions (échelle de Likert en 4 réponses sans réponse intermédiaire) (V de Cramer=0.38). Les scores pour l'échelle finale au départ codés de 0 à 8 mais ont été ramenés de 0 à 4 pour des raisons d'effectifs. 0 signifie que les individus sont très défiantes et 4 qu'ils sont très confiants.

nombre de fonctionnaires, priorité aux salaires, etc.), niveau de demande d'autorité (immigration, peine de mort, etc.), rapport à l'Europe (projet d'unification, souveraineté, etc.). (v. encadrés pour la liste des items ayant contribué à la construction des dimensions⁵).

- ❖ **Contrôles du rapport au politique** : intérêt pour la politique, compétence subjective (« politique trop compliquée »), compétence objective (« les élus ne se préoccupent pas des gens comme moi »)
- ❖ **Contrôles sociodémographiques** : âge, genre, diplôme, revenu

⁵ Pour chaque dimension choisie (demande sociale, autorité, rapport à l'Europe), une Analyse des correspondances multiple spécifique a été conduite. La méthode permet notamment de conserver dans l'analyse les « sans-réponses » et les données manquantes (soit que les individus n'ont pas voulu répondre, soit qu'ils n'étaient pas interrogés pour certaines questions alors qu'ils l'étaient pour d'autres). Après la réalisation de l'ACM, on a extrait les coordonnées factorielles des individus sur chaque axe, chaque individu possédant alors un score sur les trois dimensions d'attitudes (demande sociale, demande d'autorité, scepticisme à l'égard de l'UE). Les variables ont ensuite été centrées réduites tel que leur moyenne soit égale à 0 et chaque unité corresponde à un écart-type ($\mu=0$, $\sigma=1$).

Dimension #2 : Demande d'autorité

[AUT1PMORT]

Il faudrait rétablir la peine de mort

[ETH1ENRI]

La présence d'immigrés en France est une source d'enrichissement culturel

[AUT3ECOL]

1. L'école devrait donner avant tout le sens de la discipline et de l'effort
2. L'école devrait former avant tout des gens à l'esprit éveillé et critique

[ETH3IMMI]

Il y a trop d'immigrés en France

[ETH2MUSU]

Les Français musulmans sont des Français comme les autres

----- **Certaines personnes peuvent avoir des craintes concernant la construction européenne.**

Pour chacune des propositions suivantes, dites moi si vous en avez personnellement peur ou non ?

1. Cela me fait peur
2. Cela ne me fait pas peur

[PEURUE5IMMI]

Qu'il y ait une augmentation du nombre des immigrés

[PEURUE3IDTE]

Que l'on perde notre identité nationale et notre culture

[ETH4ADAP] Les immigrés devraient être obligés de s'adapter aux coutumes françaises

[AUT4LOI] Les gens qui enfreignent la loi devraient être condamnés beaucoup plus sévèrement qu'aujourd'hui

Résultats

Selon le premier modèle, les quatre variables qui prédisent le mieux la participation sont l'âge⁶⁶, le sentiment de compétence objective, le revenu, et le niveau de diplôme. En moyenne, plus on est âgé, plus on a de chances de participer au scrutin même après avoir pris en compte le niveau de diplôme et le sentiment de compétence ; ainsi, toute chose égale par ailleurs, la probabilité théorique de voter lorsqu'on a plus de 70 ans est de 80% en moyenne alors qu'elle ne fait qu'approcher les 40% (dans notre échantillon) pour les moins de 25 ans. Par ailleurs, les diplômés de l'enseignement supérieur (Bac+3 minimum) ont plus de trois fois plus de chances de s'être déplacés comparés aux non diplômés. Il existe un écart de 36pts de pourcentage entre la probabilité théorique de participation parmi ceux qui considèrent que les hommes politiques sont à l'écoute des gens ordinaire et ceux qui n'y croient absolument pas. Enfin, les 20% de Français les plus riches ont une probabilité théorique de participer qui est quasiment 20pts supérieure à celle des 20% les plus pauvres, après avoir pris en compte les autres variables du modèle.

	Social	Autorité	Europe
Social	1		
Autorité	0.3138*	1	
Europe	-0.1169*	0.4038*	1

Tableau 1 : Corrélations entre chaque dimension d'attitudes

Note : Les axes sont corrélés entre eux car ils sont issus de trois ACM spécifiques réalisées séparément sur les différentes catégories de questions.

Le deuxième modèle ne permet d'observer aucun effet direct et substantiel de la défiance sur la participation (statistique de Wald non significative). Ce résultat confirme les travaux empiriques précédents qui distinguent l'effet de la confiance politique et du sentiment de compétence, ce dernier étant plus systématiquement lié à la participation, alors que la confiance seule ne permet pas de prédire un comportement.

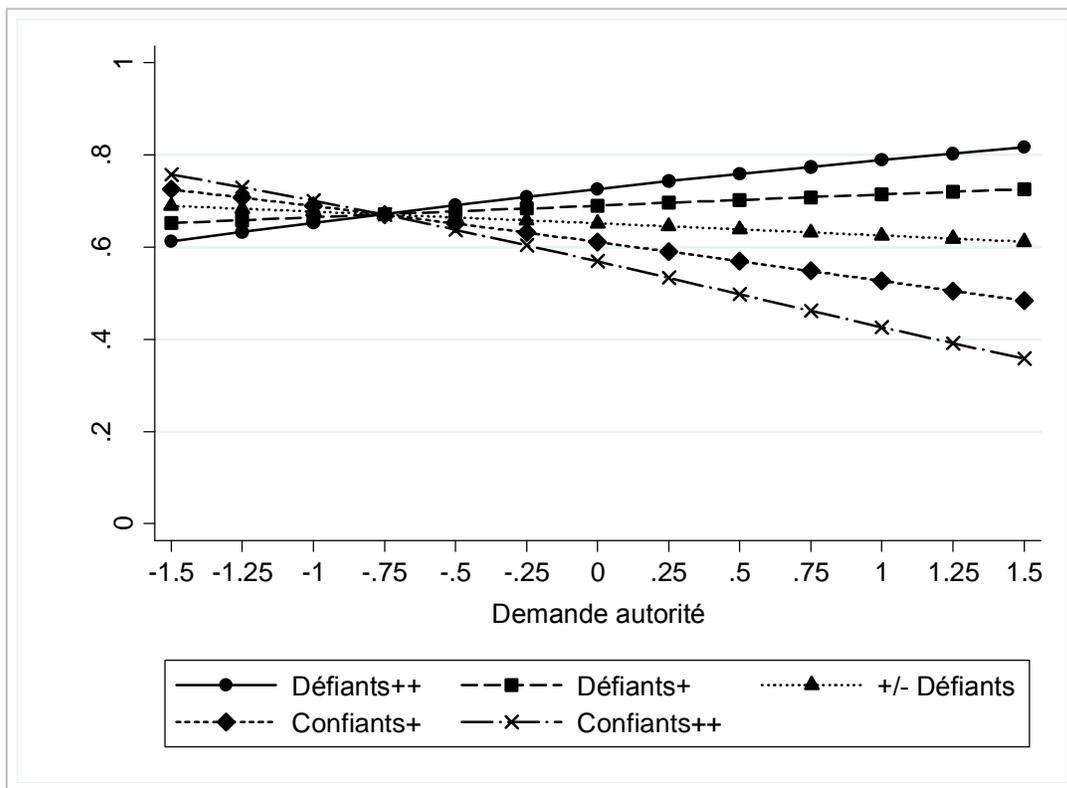
⁶⁶ Les résultats restent identiques si l'on insère un effet quadratique/curvilinéaire de l'âge comme c'est le cas d'habitude.

Le troisième modèle insère les variables politiques (l'idéologie des individus et les trois dimensions d'attitudes). Deux résultats en apparence contradictoires méritent d'être commentés : d'abord, l'idéologie des individus semble avoir joué un rôle dans la prédiction de la participation. Chaque mouvement d'une unité vers la droite sur l'échelle de placement idéologique (qui va de 0 à 10) augmente la probabilité théorique de vote de trois points en moyenne ($z=2.4$) après avoir contrôlé toutes les autres variables du modèle. Ce résultat montre que les identifiés de droite semble s'être plus mobilisés, et ce même après avoir pris en compte leurs caractéristiques sociodémographiques et leur positionnement sur les trois dimensions d'enjeux. Enfin, la seule dimension d'attitudes qui a un impact significatif⁷ sur la probabilité d'aller voter est le scepticisme à l'égard de l'Union européenne. Plus on est sceptique, moins on a de chances de se déplacer. A l'inverse, plus on considère que l'Europe a été une bonne chose pour la France, plus on a de chances de s'être déplacé. Selon les résultats de l'analyse, il y a clairement eu une sous-mobilisation de la gauche et une sur mobilisation à droite (quelles que soient la demande sociale ou d'autorité des individus) mais simultanément le scrutin semble avoir quelque peu mieux attiré les europhiles, ce qui n'a probablement pas empêché les eurosceptiques de voter plus systématiquement pour le Front national par la suite. Ce résultat est intéressant car les élections de second ordre sont souvent considérées comme exclusivement influencées par des enjeux nationaux alors qu'ici il semble que la mobilisation ait pu être entraînée par le positionnement des individus sur l'Europe.

Le dernier modèle est celui qui teste l'hypothèse principale de notre théorie. Il ressort des résultats que la défiance interagit avec une seule des trois dimensions d'attitude (la demande d'autorité) mais dans le sens prévu par notre théorie. Ainsi que le montre le Graphique 1, qui reprend l'équation du modèle 4, la probabilité théorique de participer grandit avec la demande d'autorité uniquement chez les défiants. Dit autrement, c'est parmi les individus les plus autoritaires que la défiance joue le plus pour prédire la participation (+40pts de participation comparés aux confiants !). Pour ce profil particulier d'électeurs (c'est-à-dire à demande d'autorité égale), la défiance semble avoir joué un rôle substantiel dans la mobilisation, ce qui signifie qu'*in fine* le profil des votants a certes été un peu plus europhile

⁷ On a testé l'effet curvilinéaire des autres dimensions, il n'est pas significatif non plus.

(cf. modèle 3), mais il a également eu une composante plus défiante et autoritaire (modèle 4). Ce dernier modèle explique d'ailleurs mieux le comportement des électeurs que le précédent (LR $\chi^2=6.42$, $p<0.05$).



Graphique 1 : Probabilité théorique de participer au vote des Européennes en fonction (1) de la demande d'autorité et (2) du niveau de confiance

Nota : les probabilités théoriques ont été calculées à partir des coefficients du modèle de régression logistique (M4) présenté dans le Tableau 1, après avoir contrôlé pour l'effet simultané de la compétence et de l'intérêt politique [(attitude) x (compétence)] et [(attitude) x (intérêt)]

Lecture : Parmi les profils les plus autoritaires, toute chose égale par ailleurs, la défiance engendre une hausse de la participation (entre +20pts et +40pts en moyenne).

VARIABLES	(1) vot0	(2) vot0	(3) vot0	(4) vot0
Femme	0.814 (-0.895)	0.815 (-0.890)	0.778 (-1.052)	0.815 (-0.847)
Age	1.184*** (3.553)	1.184*** (3.546)	1.205*** (3.768)	1.213*** (3.857)
BEP/CAP (vs.NoDipl)	1.396 (0.955)	1.400 (0.962)	1.535 (1.187)	1.429 (0.975)
BacMax	1.326 (0.729)	1.325 (0.726)	1.391 (0.826)	1.421 (0.874)
Bac+2	1.102 (0.248)	1.110 (0.266)	0.925 (-0.192)	0.926 (-0.184)
>Bac+3	1.997* (1.662)	2.029* (1.693)	1.689 (1.212)	1.574 (1.034)
Revenu 5 tranches (par UC)	1.263** (2.387)	1.266** (2.404)	1.204* (1.809)	1.218* (1.899)
IntérêtPol	0.852 (-0.960)	0.852 (-0.962)	0.842 (-1.011)	0.882 (-0.716)
Compét.Sub	0.773 (-1.502)	0.766 (-1.542)	0.802 (-1.228)	0.783 (-1.342)
Compét.Obj	0.545*** (-3.165)	0.529*** (-3.114)	0.553*** (-2.758)	0.548*** (-2.782)
Confiance		0.958 (-0.435)	0.956 (-0.391)	0.835 (-1.321)
Idéologie			1.198*** (3.042)	1.183*** (2.786)
Demande sociale			0.921 (-0.615)	0.752 (-1.108)
Demande sociale x Confiance				1.129 (1.115)
Demande autorité			0.891 (-0.803)	1.539 (1.487)
Demande autorité x Confiance				0.761** (-2.209)
Scepticisme UE			0.678*** (-2.750)	0.682 (-1.300)
Scepticisme UE x Confiance				1.003 (0.0235)
Constant	1.712 (0.932)	1.955 (1.026)	0.730 (-0.412)	0.847 (-0.210)
Observations	430	430	430	430
Pseudo R ²	0.125	0.126	0.159	0.173
-2LL (vide)	-279.3	-279.3	-279.3	-279.3
-2LL (modèle)	-244.3	-244.2	-234.8	-230.9
Khi-deux (modèle)	70.01	70.20	89.04	96.86
df	10	11	15	18

Tableau 1 : Modèles logistiques emboîtés prédisant la participation aux Européennes de 2014

Statistique de Wald (z) entre parenthèses

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.10

La structure de la compétition PS/UMP/FN

Le tableau 2 présente trois modèles logistiques emboîtés (avec ou sans la confiance) prédisant le vote aux Européennes pour chacun des principaux partis.

Le premier enseignement de ce tableau est que l'idéologie (en d'autres termes l'habitude de vote) demeure la variable la plus prédictive du vote lors des scrutins intermédiaires. Le rôle des enjeux nationaux et des dimensions traditionnelles du vote (national) continuent de jouer lors de ce scrutin. En effet, la demande d'intervention de l'Etat (ou son refus) a un rôle substantiel sur le vote. Si pour le PS c'est du côté des centristes de cette demande d'Etat que le vote est le plus fort (effet quadratique), la demande sociale semble être le plus fort prédicteur du côté de l'UMP et du FN. Ce qui oppose le plus ces derniers lors de ce scrutin, ce sont deux choses ; (1) le vote UMP est d'abord un vote libéral économiquement, venant confirmer d'autres travaux sur le vote Sarkozy de 2012 (Degeorges 2014) ; (2) le vote UMP est un vote pro-européen là où le vote FN constitue un vote clairement eurosceptique.

On comprend mieux pourquoi l'économie, le rôle de l'Etat et l'Europe constituent des chevaux de bataille essentiels pour l'UMP dans sa stratégie contre le FN⁸ dans la mesure où la demande d'autorité n'a pas d'effet linéaire sur le vote UMP (le choix de l'UMP en 2014 est avant tout le fait d'une droite libérale plus modérée). Le vote PS semble être avant tout le fait d'individus libéraux culturellement mais dont l'opinion sur l'Europe est contradictoire (absence d'effet du rapport à l'Europe). La confiance dans l'Etat reste un déterminant important (et direct) du vote PS à ce scrutin ; le fait d'être défiant envers l'Etat par conséquent éloigne de nombreux électeurs du vote PS, ce qui constitue un fort handicap vu le niveau de défiance généralisé.

⁸ A titre d'exemple, on aura noté que les dirigeants de l'UMP tentent de plus en plus de décrire le programme de Marine Le Pen comme identique à celui du Front de Gauche. La question de la sortie de l'euro est également régulièrement mise au premier plan par l'UMP pour marquer ses différences.

VARIABLES	PS(1)	PS(2)	UMP(1)	UMP(2)	FN(1)	FN(2)
Femme	0.746 (-0.849)	0.773 (-0.729)	2.465*** (2.778)	2.491*** (2.801)	0.537 (-1.498)	0.530 (-1.517)
Age	1.182** (2.404)	1.174** (2.285)	0.948 (-0.823)	0.948 (-0.827)	0.827** (-2.232)	0.833** (-2.122)
BEP/CAP (vs.NoDipl)	0.977 (-0.0333)	1.057 (0.0760)	0.833 (-0.325)	0.820 (-0.353)	1.287 (0.398)	1.334 (0.450)
BacMax	4.413** (2.270)	4.797** (2.311)	1.194 (0.306)	1.157 (0.249)	0.429 (-1.208)	0.461 (-1.084)
Bac+2	1.459 (0.553)	1.509 (0.580)	0.750 (-0.498)	0.747 (-0.505)	0.606 (-0.667)	0.616 (-0.642)
>Bac+3	1.505 (0.668)	1.523 (0.659)	0.805 (-0.385)	0.786 (-0.426)	0.282 (-1.586)	0.305 (-1.485)
Idéologie	0.624*** (-4.715)	0.631*** (-4.401)	1.582*** (4.946)	1.596*** (4.934)	1.555*** (4.188)	1.537*** (4.062)
Demande sociale	1.226 (1.052)	1.366 (1.540)	2.189*** (4.038)	2.206*** (4.054)	0.549** (-2.528)	0.547** (-2.539)
axe2a_inv	0.532*** (-2.732)	0.603** (-2.116)	1.418* (1.691)	1.459* (1.761)	3.238*** (4.038)	2.918*** (3.543)
axe3a_st	1.087 (0.430)	1.284 (1.236)	0.538*** (-3.431)	0.545*** (-3.334)	2.850*** (4.191)	2.750*** (4.033)
tst00		1.751*** (2.967)		1.082 (0.491)		0.791 (-1.129)
Constant	0.281 (-1.360)	0.0723** (-2.444)	0.0126*** (-4.805)	0.0105*** (-4.603)	0.0891** (-2.355)	0.139* (-1.790)
Observations	326	326	326	326	326	326
Pseudo R-squared	0.263	0.294	0.311	0.312	0.494	0.498
-2LL (null)	-157.1	-157.1	-187.1	-187.1	-162.9	-162.9
-2LL (model)	-115.8	-111	-128.8	-128.7	-82.37	-81.73
Model chi-square	82.65	92.31	116.5	116.7	161	162.2
df	10	11	10	11	10	11

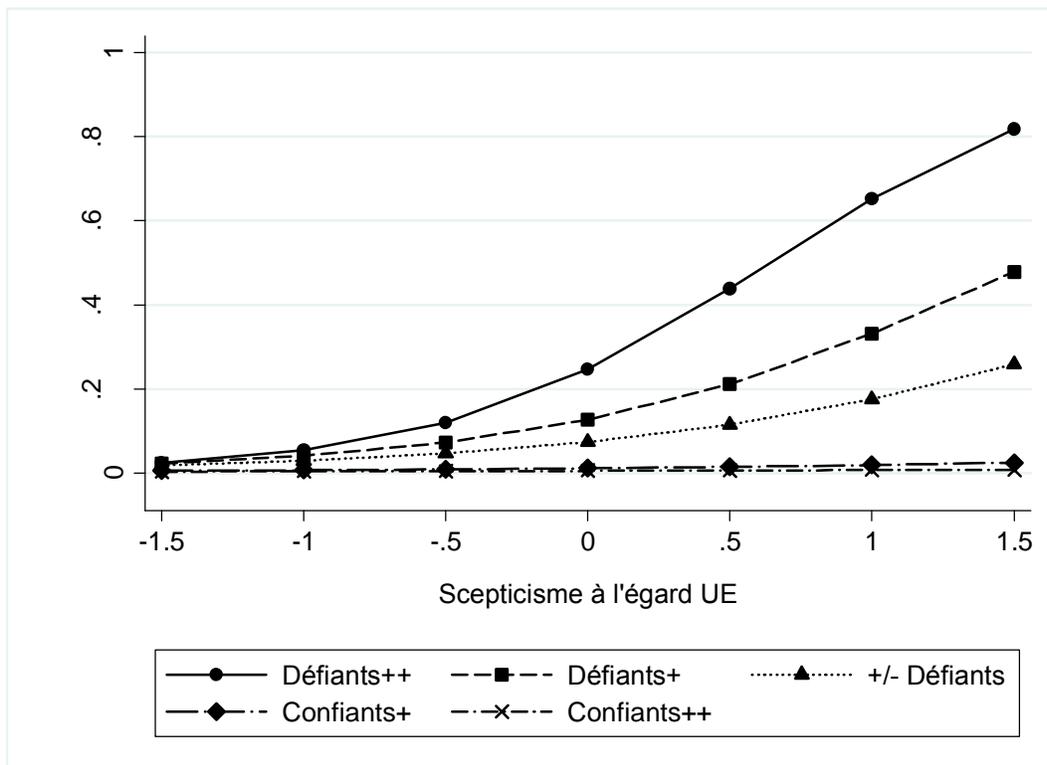
**Tableau 2 : Modèles logistiques prédisant le vote PS, UMP et FN aux Européennes de 2014
(vs. tout autre vote)**

Statistique de Wald (z) entre parenthèses

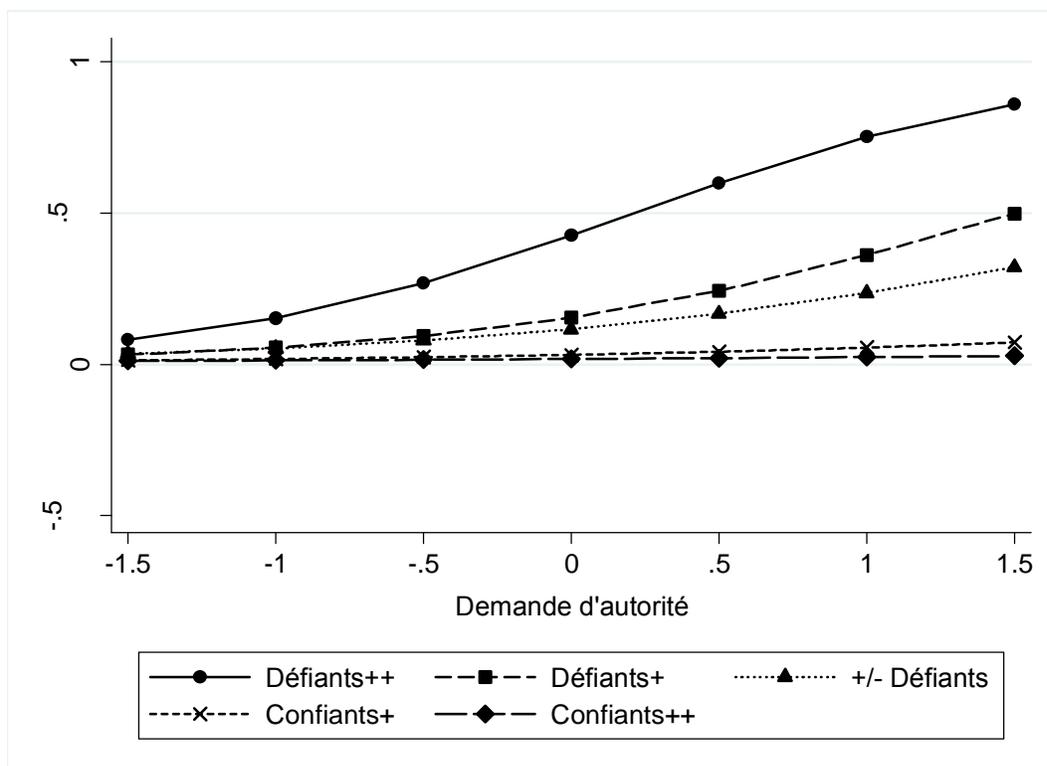
*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.10

Lecture : les coefficients indiqués sont des odds ratios. Lorsqu'ils sont inférieurs à 1 ils s'analysent comme (1/coef) x *moins* de chances de voter pour le candidat en question.

La combinaison (Scepticisme sur l'UE) × (Défiance envers l'Etat national) demeure une combinaison gagnante pour le FN, ce qui vient s'ajouter à son succès de mobilisation dès le départ. Avec le Graphique 2 on a représenté la probabilité théorique du vote FN en fonction du niveau d'eurosepticisme et en fonction de la défiance envers l'Etat. L'articulation national/européen est ici tout à fait originale ; plus on est eurosceptique, plus on vote FN en 2014 à condition qu'on ait perdu confiance dans l'Etat comme acteur légitime et efficace du changement social. Ainsi, à euroscepticisme constant, le passage d'une attitude confiante à une attitude défiante sur la capacité du pouvoir étatique à agir fait progresser le vote FN de manière vertigineuse (+20pts en moyenne par unité de défiance supplémentaire).



Graphique 2 : Probabilité théorique de voter FN en fonction (1) du niveau de scepticisme sur l'UE et (2) du niveau de confiance



Graphique 3 : Probabilité théorique de voter FN en fonction (1) de la demande d'autorité et (2) du niveau de confiance

Le Graphique 3 de son côté représente la probabilité théorique de vote FN en fonction de la combinaison (Demande d'autorité) x (Défiance envers l'Etat). On observe que le passage d'une attitude ethno-autoritaire au vote FN est conditionné à la perte de confiance dans l'Etat.

En conclusion, le FN semble profiter de deux grandes logiques lors de ce scrutin : la première est la revanche des défiants autoritaires qui se sont mieux déplacés et dont le report de voix sur le FN du fait de la prégnance de la dimension autoritaire a clairement favorisé le parti de Marine Le Pen ; la deuxième logique a trait à une activation de l'euroscpticisme par la critique de l'Etat (national), condition essentielle du passage à un vote FN en 2014.

La prochaine partie de ce propos vise à créer, à partir de l'analyse systématique des réponses des individus à toutes les questions utilisées précédemment, une classification des différents profils d'électeur afin de comprendre comment ces profils parviennent à mêler des considérations aussi diverses sur le rôle social de l'Etat, leur désir d'ordre ou d'autorité, leur regard sur l'Europe, leur défiance envers la politique et/ou leur sentiment d'illégitimité politique.

L'analyse par les effets des variables tend parfois à rendre le cadre d'analyse quelque peu « censitaire » (bien qu'on y insère des interactions) car elle ne permet pas vraiment de rendre compte des diverses associations de croyances parmi différents profils d'électeurs pour qui le politique ne signifiera pas nécessairement la même chose (a) soit qu'ils ont été socialisés différemment, (b) soit que leur expérience les a amenés à penser le conflit différemment que les idéologues.

A partir de l'analyse des correspondances multiples et d'une classification ascendante hiérarchique sur une vingtaine d'enjeux, la dernière partie de ce papier propose de repartir du principe décrit par Lane (1962) selon lequel toute opinion ne peut se comprendre que dans le contexte d'autres opinions, elles mêmes mises en relation avec l'expérience sociale des individus. En effet, réinscrire les opinions dans le contexte d'autres croyances, c'est rechercher l'expérience collective commune à un groupe d'individus qui parvient (ou non) dans certaines circonstances à généraliser certains aspects de son expérience quotidienne pour en tirer une nouvelle attitude ou un comportement. Bien que l'analyse n'utilise pas ici la technique de l'entretien, le caractère fourni du questionnaire et la puissance de l'analyse typologique permet de révéler les traits politiques et sociaux de plusieurs « sous-cultures » politiques parmi ce qu'on a appelé les électeurs du cycle de 2012 - des traits déjà effleurés dans l'analyse de régression mise en œuvre plus haut.

Trois dimensions, cinq profils d'électeurs issus du cycle de 2012

A travers une analyse des correspondances multiples effectuée sur une vingtaine d'enjeux, il **a été possible de dégager trois dimensions d'attitudes (et donc autant d'oppositions)** qui structurent simultanément cinq profils d'électeurs issus du cycle électoral de 2012. Chacun de ces profils se révèle être le plus homogène possible dans l'agencement de ses attitudes tout en permettant à ce profil de se différencier au maximum des autres profils types. L'intérêt de la classification est de prendre en compte simultanément les trois dimensions d'attitudes des individus (demande sociale, demande d'autorité, rapport à l'Europe ou à la crise) et de voir « ce qui va avec quoi », « pour qui », et d'essayer de comprendre « pourquoi ». En d'autres termes, en laissant le soin aux données (et donc aux individus) d'associer certains positionnements avec d'autres, il est possible de retrouver des logiques propres à certains groupes sociaux qui auront tendance à opiner différemment (ou à ne pas opiner, ce que les modèles de régressions (d'effet de variable) ne révéleront que difficilement.

Plutôt que d'un raisonnement par variable, il est ici possible de reconstituer des profils d'électeurs qui mêlent simultanément des positionnements de gauche/droite, confiants/défiants sur toute une série d'enjeux et d'analyser les conséquences de ces résultats au vu de l'offre électorale. En gardant en tête le scrutin européen et le résultat que l'on connaît, il s'agit de comprendre quelles ont été les attitudes qui ont « fait bloc » et d'évaluer les conséquences de cette segmentation multidimensionnelle de l'électorat telle qu'elle se dégage.

Le Tableau 4 présente les questions principales qui ont participé à créer les différents axes d'oppositions sur lesquels les individus se positionnent. Le premier axe recoupe une opposition classique sur ce qu'on appelle les enjeux liés à l'autorité ou à l'immigration. Le deuxième axe (plus économique) oppose les individus plutôt favorables au rôle de l'Etat contre les libéraux. Le troisième axe est constitué par l'enjeu de la responsabilité de la crise économique et il oppose ceux qui ont une forte tendance à chercher des coupables du côté des institutions jugées comme peu dignes de confiance, et ceux qui au contraire sont en désaccord avec cette idée.

La gauche et la droite politisées représentent moins d'un électeur sur deux

Les deux premiers profils d'électeurs qui ressortent de la classification ascendante hiérarchique réalisée sur l'échantillon sont (1) la « Gauche socialiste » (28% de l'échantillon après pondération) et la « Droite libérale » (15%). Ces deux profils sont des profils d'électeurs politisés, intéressés par la politique, qui ont répondu de manière systématiquement « de gauche » et de « droite » sur les deux principales dimensions d'attitude (demande sociale, demande d'autorité). Les deux profils s'affrontent clairement sur la place à accorder à l'Etat pour organiser la redistribution des richesses et réguler le capitalisme.

Parmi la « Gauche socialiste », il y a une surreprésentation des opinions négatives sur la mondialisation (+29pts par rapport à la moyenne de l'échantillon), une surreprésentation des opinions pro-redistribution (+16) et pro régulation des entreprises (+14). Il s'agit d'une gauche diplômée qui a voté Hollande (ou Mélenchon) en 2012 et qui a majoritairement choisi les listes du Parti socialiste aux Européennes de 2014. Il s'agit d'un profil plutôt pro-européen (+22), ouvert sur l'immigration et constitué de cadres (+6) ou d'habitants de la région parisienne (+10).

Parmi la « Droite libérale » on retrouve une surreprésentation des attitudes pro-entreprises, opposées à la redistribution des riches par l'Etat (+37) et une forte volonté de réduire le nombre de fonctionnaires (+32). On a ici affaire à une droite modérément conservatrice sur la question de l'immigration. Les musulmans sont des Français comme les autres (+23) mais il appartient tout de même aux immigrés de s'adapter aux coutumes de la France (+11). On retrouve chez la Droite libérale les électeurs du premier tour de Nicolas Sarkozy en 2012 (+25), une surreprésentation des cadres d'entreprise (+13), des diplômés du supérieur (+9), des revenus aisés (+10) voire très aisés (+9), des catholiques (+17) et des mariés (+11). L'Europe est vue d'une manière positive (+19) par cette droite libérale qui se sent française et européenne (+20).

Deux profils issus des catégories populaires dont l'un clairement plus à droite

Le troisième profil d'électeur correspond à la « Droite dure » (20% de l'échantillon). On a ici à faire à une droite clairement conservatrice sur les enjeux liés à l'immigration (+48) à l'autorité à l'école (+27) et l'homosexualité (+19). La droite dure est favorable à la peine de mort, plus que la moyenne de l'échantillon (+48), elle est anti-européenne (+29) et antimondialisation à la fois (+54). Elle a voté Marine Le Pen au premier tour en 2012 (+17) puis a choisi Nicolas Sarkozy au second tour (+21). A la recherche de hiérarchie et d'un chef (+8), elle est identifiée à droite (+6). On retrouve parmi elle une surreprésentation d'ouvriers qualifiés (+8) et de résidents de l'Est de la France (+6). On note également que la « Droite dure » a plus tendance que la moyenne à considérer que le vote est un devoir (+7) bien qu'elle ne se cache pas de pouvoir voter blanc en signe de protestation (+9). Elle est en réalité beaucoup plus animée par le souhait de sanctionner la gauche (+19). On retrouve ici une droite défiante envers la politique qui a en réalité tendance à participer au vote, alors qu'elle est moins diplômée que la moyenne (et plus ouvrière).

Le quatrième profil d'électeurs est constitué des « Défiants Populaires » (20%). La première chose qui caractérise les « Défiants Populaires », c'est qu'ils sont inclassables sur de nombreux enjeux traditionnellement considérés comme « économiques » (responsabilité de la crise économique, rôle régulateur de l'Etat, intervention publique). Lorsqu'ils y répondent, « les Défiants Populaires » choisissent systématiquement la réponse médiane ou ne se prononcent pas. Les enjeux sur lesquels ils sont en revanche plutôt clairs ont trait à l'immigration. Les individus pensant que l'immigration n'est pas une source d'enrichissement pour la France sont surreprésentés chez eux (+34), tout comme ceux qui considèrent que les musulmans ne sont pas des Français comme les autres. L'autorité est un thème privilégié parmi ce profil d'électeurs, qu'il s'agisse de remettre les chômeurs à leur place (+16), de rétablir la peine de mort (+27) ou de cantonner les femmes au rôle de mère (+9).

Clairement eurosceptiques (+20) et antimondialisation (+33), les « Défiants Populaires » semblent néanmoins plutôt défavorable à l'idée de réduire le nombre de fonctionnaires (+13) et sont extrêmement favorables à l'idée de donner la priorité à la hausse des salaires plutôt

qu'à la compétitivité (+25). Cela n'étonne guère quand on observe que les ménages gagnant moins de 1200 euros mensuels sont surreprésentés parmi ce profil (+15) ainsi que les individus déclarant avoir du mal à boucler les fins de mois. Les « Défiants Populaires » sont en effet moins diplômés que la moyenne (+9), moins qualifiés, et plus souvent locataires (+11), ce qui les différencie de la « Droite dure ». Il s'agit un peu plus que la moyenne de familles monoparentales (+6), d'employés (+15) ou d'ouvriers non qualifiés (+8), d'individus à temps partiel (+8) ainsi que de jeunes (+8) qui se sentent d'abord Français (+18). Sans pondérer les fréquences après la constitution de la typologie, la classe devient plus féminine que la moyenne (+7), mais cet effet disparaît après la pondération.

Le premier parti des « Défiants Populaires » en 2012 c'est l'abstention (+11), puis vient Marine Le Pen (+9) ; On retrouve ici un profil d'électeurs qui se sent non seulement défiant envers les élites mais qui ne se sent pas non plus compétent pour opiner puisque la politique paraît trop compliquée pour eux (+18) ; par conséquent l'intérêt pour la politique est limité parmi ce profil (+18). Enfin, il faut noter qu'on retrouve dans cette classe d'individus une surreprésentation d'habitants du bassin parisien (+7), plutôt jeunes (+5), salariés du privé (+5) et travaillant dans le gardiennage ou le nettoyage (+5).

Si les « Défiants Populaires » constituent un des deux viviers du vote pour Marine Le Pen, leur rapport au politique est particulier comparés aux partisans de la « Droite dure ». Moins compétents qu'eux, ils sont dans une situation de grande précarité, là où les fins de mois ne semblent pas (ou plus) être un problème pour la « Droite dure ». Sur toute une série d'enjeux économiques, leur regard est loin d'être idéologique ; ces électeurs semblent moins contraints par leurs identités sociales pour en tirer une quelconque identité politique. Ils rejoignent la vision de Lane des citoyens ordinaires pour qui il semble difficile de rationaliser leur « intérêt de groupe », ce qui les exclut notamment de toute pensée « évidente » sur l'Etat et sur son rôle.

Le dernier profil d'électeur tel qu'il ressort de l'analyse est la « Gauche populaire » (17%). Elle se démarque clairement par des opinions de gauche sur la dimension économique en étant favorable au contrôle des entreprises (+20) et en jetant la responsabilité de la crise sur les banques (+17). Cependant, l'Union européenne est également jugée coupable (+23) et il semble hors de question de venir en aide aux autres pays en difficulté dans l'Union (+20).

Si l'on a clairement affaire à un profil d'électeur pro-redistribution (+21) et favorable à la hausse des salaires (+21), il s'agit d'une gauche tout aussi inquiète de l'insécurité (+15) et de la perte de souveraineté de l'Etat nation (+19). Cette gauche populaire se sent uniquement française (et non européenne) (+12), craint pour sa protection sociale (+13) et son identité (+13). Si elle dit ne se sentir proche d'aucun parti aujourd'hui (+9), elle reconnaît tout de même avoir choisi François Hollande en 2012 (+13). Aux Européennes de 2014, elle s'est plutôt abstenue (+9) ou a voté PS (+8).

Discussion

S'intéresser au politique selon Gamson c'est (1) analyser la répartition inégale des ressources mais tout autant (2) l'incapacité du système (c'est-à-dire de la *fonction*) à produire les biens collectifs préalables à toute répartition. En prolongeant la définition, le rapport des citoyens au politique se décline par conséquent forcément entre (1) un rapport des citoyens ordinaires à la manière dont le pouvoir est distribué (ils peuvent eux-mêmes se sentir désemparés, *powerless*, face au système), et (2) une évaluation des citoyens de la capacité du système à produire des biens nouveaux, à assurer le bien-être collectif. C'est la perception de cette incapacité de la fonction étatique à produire ces biens collectifs qui était au cœur de ce premier projet et que je souhaiterais poursuivre en proposant de nouveaux items dans les prochaines vagues du panel DYNAMOB (cf. projet [RAPPETAT]).

En France, l'Etat a peut-être plus qu'ailleurs pu endosser le rôle de « conscience claire de la société » pour défendre dans l'idée des citoyens l'intérêt général face aux intérêts particuliers. Incarné par ses élites administratives a-partisanes, au-dessus de la mêlée, l'Etat est traditionnellement considéré comme cet instrument rationnel qui plus est « indépendant des conflits sociaux » (Birnbaum 1976).

Or, on se souvient de la phrase malheureuse – et quelque peu déformée – de Lionel Jospin en 1999 (« L'Etat ne peut pas tout »).

Pourtant exemple de probité, l'ex-Premier Ministre scelle peut-être son destin politique au moment où il reconnaît (et quelque part renforce) l'idée de l'impuissance de la puissance étatique, celle qui dans l'esprit de nombreux citoyens est celle qui le mieux protège. A l'idée selon laquelle les élus produisent des politiques injustes ou peu efficaces du fait de leurs propres turpitudes s'ajoute alors un sentiment selon lequel « de toutes les manières, même si on souhaitait que l'Etat fasse plus : il ne le peut plus. »

Il est normal dans ce contexte, qu'à demande de protection sociale égale, certains citoyens se questionnent non plus sur l'étendue nécessaire de l'intervention de l'Etat, mais sur le pouvoir lui-même, c'est-à-dire sur la capacité de l'Etat et des institutions à agir pour créer du bien-être.

De fait, le mécontentement des citoyens avec leurs hommes politiques peut ne pas seulement provenir d'un jugement sur le manque de motivation de ceux-ci dans leur écoute de la volonté populaire (*responsiveness*), mais d'une croyance dans l'incapacité du système et de ses élites (élus, hauts fonctionnaires, etc.) à agir efficacement au vu des contraintes nouvelles qui s'imposent à eux ou qu'ils se sont imposés à eux-mêmes.

Au-delà de la volonté de voir les élites constamment écouter le peuple (compétence objective), les citoyens attendent également de leurs élites qu'elles soient aptes et efficaces dans la production de services et de résultats justes ou équitables, c'est-à-dire qu'elles exercent le pouvoir malgré les contraintes et l'expression des intérêts particuliers, sans qu'il soit nécessaire de garder en permanence un œil sur le processus.

De ce point de vue, si l'on souhaite mesurer la défiance envers la fonction étatique, il s'agit d'aller au-delà du jugement des qualités des élites en place, en se questionnant sur les nouvelles forces qui viennent limiter cette aptitude du système, de l'Etat et de ses serviteurs à produire tout résultat de politique ou de services. Trop peu d'études se sont ainsi questionnées sur le jugement des citoyens de l'aptitude de l'Etat à agir, à probité égale de ses élites.

Cette notion d'efficacité ou d'aptitude présente dans la définition de la confiance politique depuis les années 1950 partait du principe au départ que la bonne gestion et la probité étaient des conditions suffisantes pour produire des biens collectifs qui satisfassent la

majorité. Or, de nouvelles contraintes sur l'Etat sont depuis apparues. Ces contraintes ont pu, dans la perception des citoyens, mettre en échec de nombreux programmes étatiques, programmes sur lesquels les élites avaient eu l'habitude de capitaliser. Ces programmes (et donc quelque part les institutions) permettaient en retour de conserver la confiance ; plus qu'un sentiment de légitimité, cette confiance constituait par la suite une source de nouvelles marges de manœuvre dans l'application de nouveaux programmes en dehors du contrôle permanent et de la peur du retour de bâton électoral.

Or, cette perception que le pouvoir s'est dissipé sous l'effet de contraintes non démocratiques altère la confiance dans la capacité des élus à agir efficacement ce qui en retour a pu limiter l'action réformatrice de l'Etat et donc sa capacité à produire des politiques plus justes ou équitables.

In fine, il est possible que les citoyens au fond reconnaissent aux élus leur intention de tenir leur promesse. Il est possible même qu'ils admettent que la plupart d'entre eux répondent à tout critère de probité. Cependant, il est tout aussi possible qu'un sentiment que le pouvoir s'est évanoui les habite, que les marges de manœuvre de l'Etat se soient pour eux volatilisées, affectant en retour leur confiance dans leurs élus.

Références

Abramson Paul R. ,and Ada W. Finifter. 1981. 'On the meaning of political trust: new evidence from items introduced in 1978.' *American Journal of Political Science* 25 (2): 297-307.

Almond, Gabriel A., et Sidney Verba. 1963. *The Civic Culture*. Princeton: Princeton University Press.

Balme, R., J.-L. Marie, O. Rozenberg, « Les motifs de la confiance (et de la défiance) politique : intérêt, connaissance et conviction dans les formes du raisonnement politique », *RIPC*, 2003, vol. 10., pp. 433-461.

Birnbaum P. 1976, « La conception durkheimienne de l'État : l'apolitisme des fonctionnaires », *Revue française de sociologie*, 17, 2, avril-juin.

Campbell, Angus , Gerlad Gurin et Warren E. Miller, *The Voter Decides*, White Plains, Row, Peterson, 1954

Citrin, J. 1974. "Comment: The political relevant of trust in Government". *American Political Science Review*, 68(3), 973–988

Citrin, Jack. 1974. "The Political Relevance of Trust in Government." *American Political Science Review*. 68:973-88.

Craig, Stephen C., Niemi Richard, G.Silver, Glenn E. 1990. "Political Efficacy and Trust Report on the NES Pilot Study Items Political Behavior", 12: 289-314.

Degeorges, Adrien. 2014 "Les conséquences électorales de la défiance : le cas des Présidentielles de 2012. Séminaire REV/Sciences Po, janvier 2014

Easton, D. 1965. *A framework for political analysis*. Englewood Cliffs, N.J.: Prentice-Hall.

Easton, D. 1975. "Reassessment of the concept of political support." *British Journal of Political Science* 5(4):435-457.

Finifter, A. « Dimensions of Political Alienation », *The American Political Science Review*, 1970, vol. 64, no 2, p. 389-410.

Fitoussi, Jean-Paul. 2004. *La démocratie et le marché*. Paris: Grasset.

Gamson W., 1975, *The Strategy of Social Protest*, Homewood, Dorsey.

Gamson, William A. 1968. *Power and Discontent*, Dorsey Press.

Gaxie, D. 1978. *Le cens caché*. Paris : Seuil.

Hetherington, M. J. (1998). "The political relevance of political trust." *American Political Science Review*, 92(4), 791–808.

Hetherington, M. J. (1999). "The effect of political trust on the Presidential vote, 1968–96." *American Political Science Review*, 93(2), 311–326.

Lane R. E., 1962, *Political Ideology : Why The American Common Man Believes What He Does*, New York, The Free Press.

Lane, Robert E., 1959, *Political Life : Why People Get Involved in Politics*, Glencoe, The Free Press.

Levi M., and Laura Stoker. 2000. "Political trust and trustworthiness." *Annual Review of Political Science* 3: 475-508

Lipset, Seymour Martin, and William C. Schneider. 1983. *The Confidence Gap: Business, Labor, and Government in the Public Mind*. New York: Free Press.

Miller, Arthur H. 1974. "Political Issues and Trust in Government: 1960-1970." *American-Political Science Review* 68:951-72.

Niemi, R G, Craig, S C & Mattei, F . 1991. "Measuring internal political efficacy in the 1988 national election study." *American Political Science Review*. 85(4):1407-1413.

Norris, P., 1999. *Critical Citizens: Global Support for Democratic Governance*. Oxford: Oxford University Press.

Percheron A., 1993, *La socialisation politique*, Paris, Armand Colin.

Reif, K., 1984. "National election cycles and European elections, 1979 and 1984". *Electoral Studies* 3 (3), 244–255.

Reif, K., Schmitt, H., 1980. "Nine second-order national elections. A conceptual framework for the analysis of European election results". *European Journal for Political Research* 8, 3–44.

Rudolph, T. J., & Evans, J. (2005). "Political trust, ideology, and public support for Government spending." *American Journal of Political Science*, 49(3), 660–671.

Dalton, Russell and Christian Welzel. 2014. *The Civic Culture Transformed*, New York: Cambridge University Press.

Hardin. R, Ed. 2004. *Trust and Trustworthiness*. New York: Russell Sage Foundation.

Dalton. Russell J. 2004. *Democratic Challenges, Democratic Choices: The Erosion of Political Support in Advanced Industrial Democracies*. New York: Oxford University Press.

Scholz, J. T., & Lubell, M. (1998). "Trust and taxpaying: Testing the heuristic approach to collective action". *American Journal of Political Science*, 42(2), 398–417.

Tiberj, Vincent « La politique des deux axes : variables sociologiques, valeurs et votes en France (1988-2007) », *Revue française de sciences politique*, 62 (1), février 2012, p. 71-108.

Van der Eijk, C., Franklin, M., 1996. *Choosing Europe? the European Electorate and National Politics in the Face of Union*. The University of Michigan Press, Ann Arbor

Verba, Sidney, Kay Lehman Schlozman, Henry Brady, *Voice and Equality : Civic Voluntarism in American Politics*, Cambridge, Harvard University Press, 1995.

ANNEXES

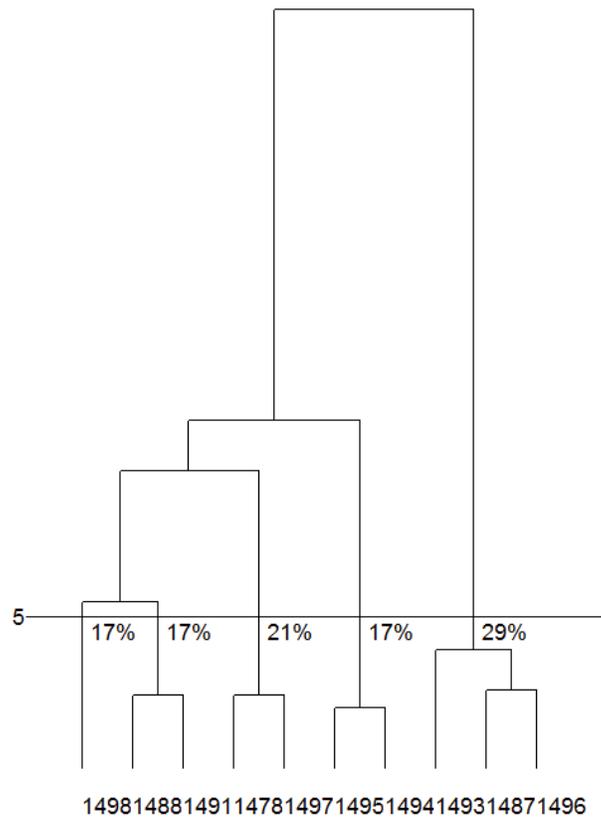
	Axe 1	Axe 2	Axe 3
Immigrés source d'enrichissement culturel	14	0	0
Peine de Mort	10	0	0
Trop d'immigrés	14	0	1
Musulmans des Français comme les autres	13	2	1
Mondialisation négative	13	2	1
Solidarité avec les pays de l'UE	7	4	0
Délinquance a augmenté	8	0	1
Discipline à l'école	8	1	0
Chômeurs volontaires	6	2	1
Responsabilité des Banques dans la crise	1	3	20
Responsabilité du FMI dans la crise	0	12	15
Responsabilité de l'UE dans la crise	0	7	24
Poursuite de l'unification européenne	3	6	0
Responsabilité de la France dans la crise	1	0	21
Contrôle des entreprises vs. Liberté	1	17	2
Redistribution des riches aux pauvres	1	12	4
Réduction nombre de fonctionnaires	1	11	6
Priorité salaires vs. Compétivité	0	21	6

Tableau 4 : Contribution de chaque question aux différents axes de l'ACM globale (avant classification)

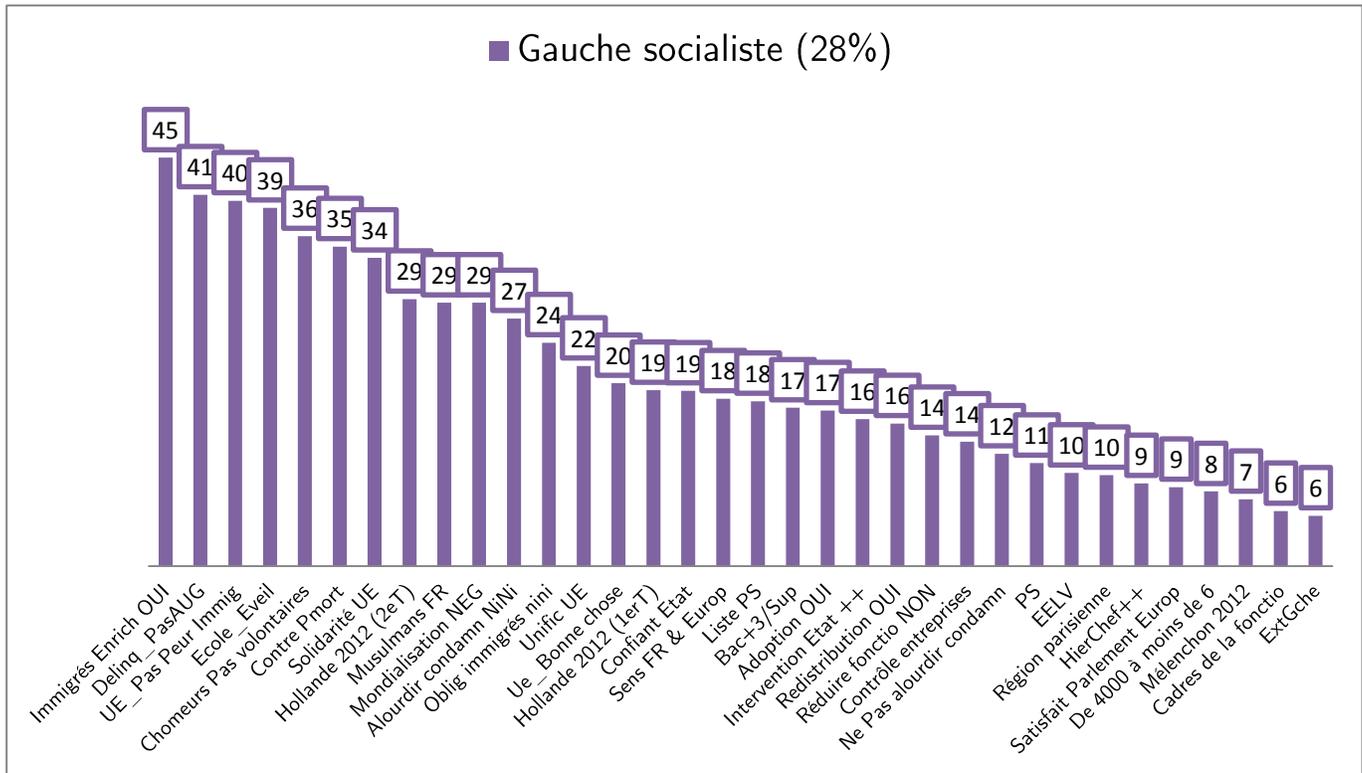
	Valeur propre	Taux modifiés
Axe 1	0.2249	66%
Axe 2	0.1183	14%
Axe 3	0.1152	13%

Tableau 5 : Valeurs propres et taux modifiés de Benzécri (inertie des axes)

Classification hiérarchique directe

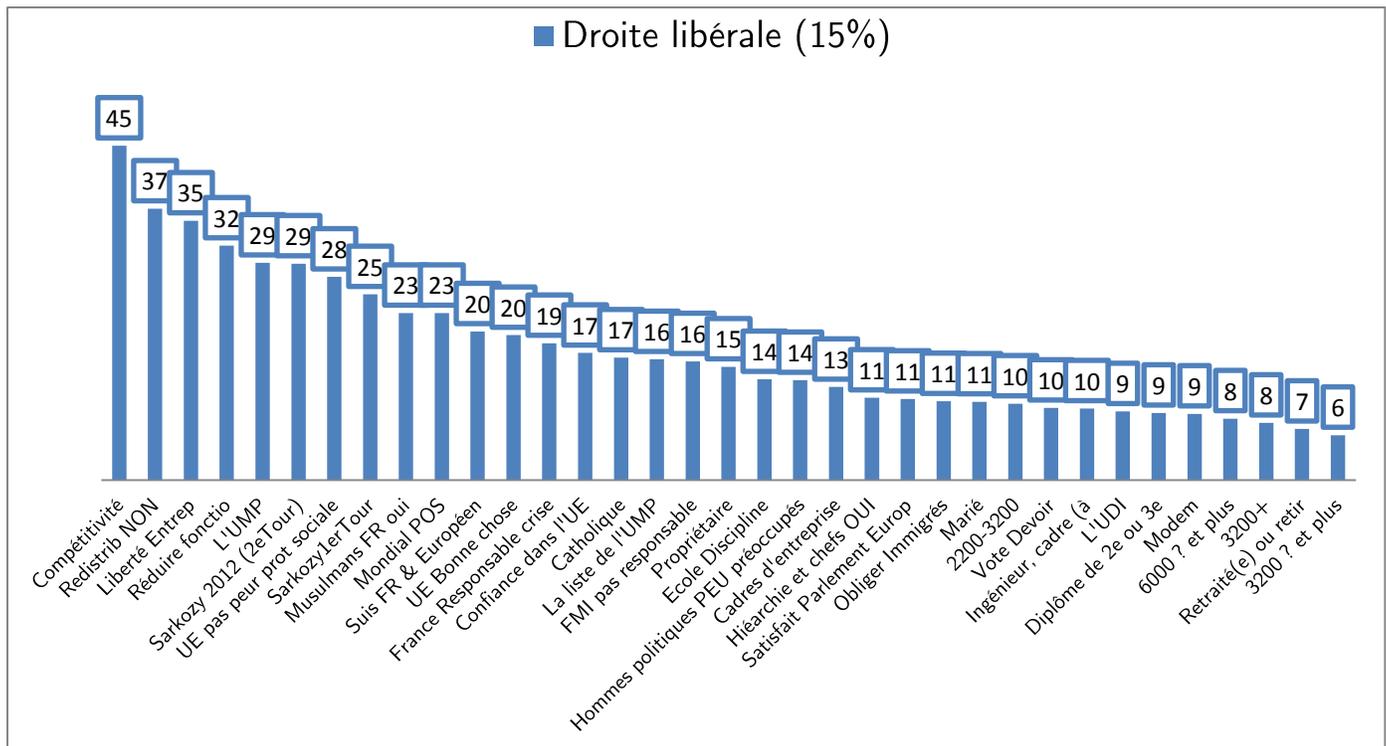


Graphique 5 : Classification ascendante hiérarchique (retenant les trois premières coordonnées factorielles)

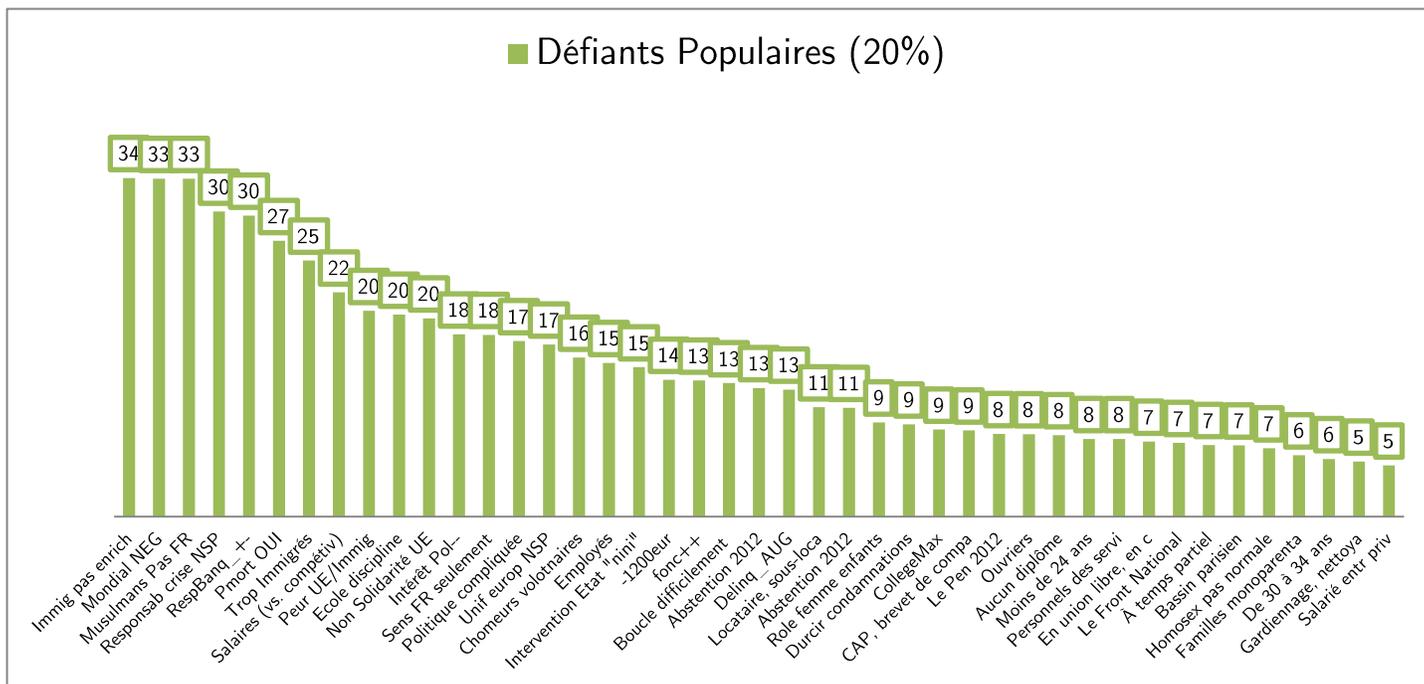
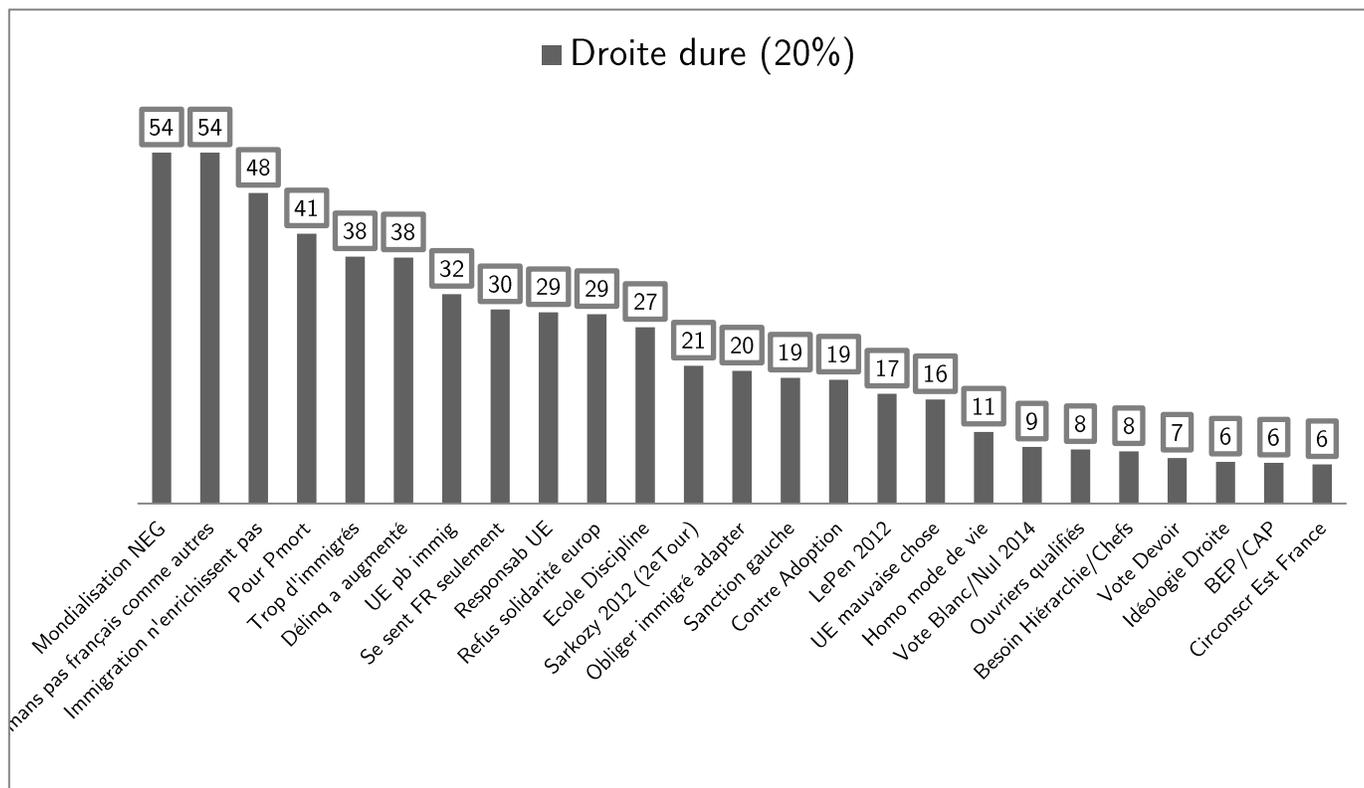


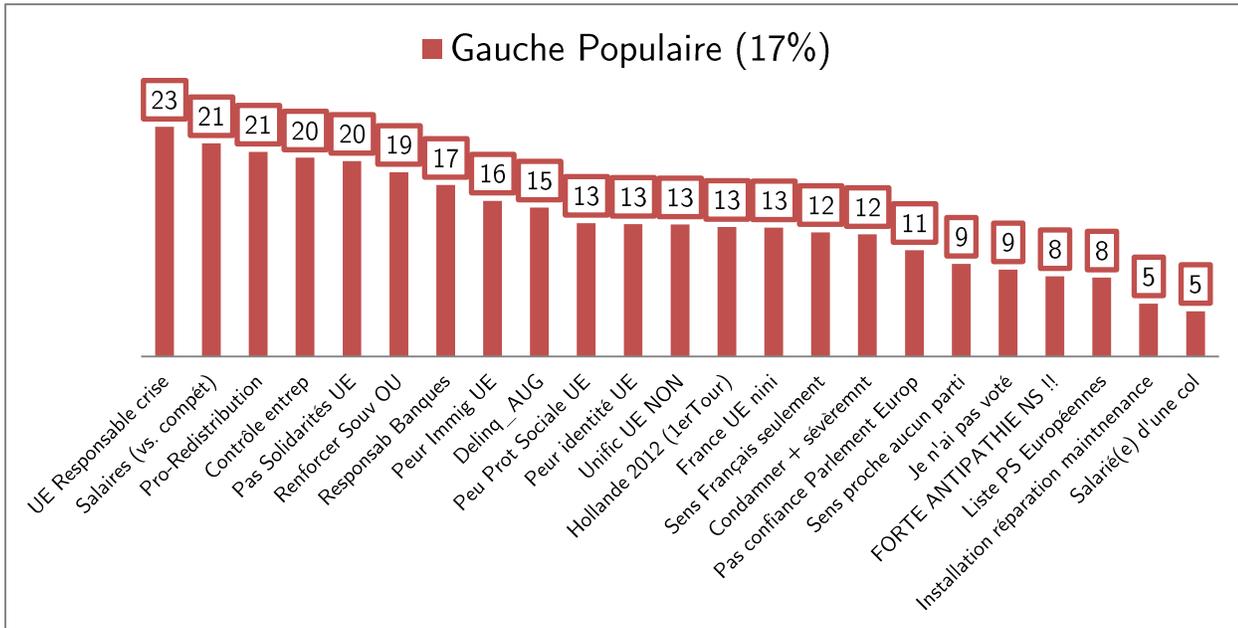
Graphique 6a : Surreprésentation des modalités de réponses aux questions de l'enquête (politiques, sociodémographiques) par rapport à l'échantillon global parmi la Gauche Socialiste

Lecture : Parmi la gauche socialiste, la part des individus qui pensent que les immigrés sont une source d'enrichissement pour la France est 45pts de % plus élevée que dans l'échantillon dans son ensemble. En



d'autres termes, les pro-immigrés sont clairement surreprésentés parmi ce profil d'électeur.





VARIABLES	(1)
Femme	0.101*** (-3.918)
Age	1.132 (0.994)
BEP/CAP (vs.NoDipl)	3.146 (1.511)
BacMax	0.906 (-0.0895)
Bac+2	1.310 (0.236)
>Bac+3	0.504 (-0.529)
Revenus	0.529*** (-2.617)
Idéologie	1.724*** (4.286)
Confiance	0.847 (-0.595)
Demande sociale	1.407 (0.987)
Demande d'autorité	2.571** (2.162)
Scepticisme UE	6.903*** (3.182)
Scepticisme UE x Confiance	0.488*** (-3.785)
Constant	0.00931*** (-3.416)
Observations	433
Pseudo R-squared	0.525
-2LL (null)	-157.1
-2LL (model)	-74.62
Model chi-square	87.07
df	13

Tableau 3 : Modèle logistique prédisant le vote FN (vs. tout autre choix, incluant l'abstention)

Lecture : Les coefficients indiqués sont les Odds ratios

Statistique de Wald (z) entre parenthèses

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.10